

## POLOGNE

**A**vec une population de près de 40 millions d'habitants, une économie en pleine croissance, un bassin de consommateurs qui s'élargit sans cesse et une localisation stratégique, la Pologne, qui fera bientôt partie de l'UE, offre de nombreux débouchés aux entreprises canadiennes. Le taux de croissance de son PIB, qui n'était que de 1.4% en 2002, atteindra probablement 3.3% en 2003 et 4.8% en 2004. D'après le cabinet d'experts-conseils A.T. Kearney, la Pologne est aujourd'hui la quatrième destination la plus attrayante au monde pour les capitaux d'investissement, après la Chine, les États-Unis et le Mexique.

Les Canadiens ont multiplié les contacts avec la Pologne dernièrement, les ventes à ce pays ayant fait un saut de 30% de janvier à octobre 2003, y compris dans des secteurs de haute technologie comme les télécommunications, l'aérospatiale et les produits pharmaceutiques. En chiffres cumulatifs, l'investissement canadien en Pologne s'élève à environ \$350 millions, recouvrant une grande variété de secteurs, depuis les télécommunications, l'aérospatiale et le matériel de transport jusqu'à l'agro-alimentaire, la construction, l'énergie et l'environnement.

### Secteurs prioritaires



**Transports** – Les débouchés qui s'offrent aux fournisseurs canadiens vont de l'infrastructure des transports – développement et construction de réseaux routiers et ferroviaires, métros et trains légers – à la privatisation et la restructuration de la société nationale des chemins de fer (le plus gros employeur polonais),

aux systèmes logistiques, au nouveau matériel roulant, aux moteurs alimentés au gaz naturel pour les transports urbains, ainsi qu'à bien d'autres activités. La Commission européenne a proposé que jusqu'au tiers des fonds structurels et de cohésion de l'UE (soit près de \$20 milliards) soit affecté à l'amélioration de l'infrastructure des transports en Pologne au cours des trois prochaines années. Activités commerciales à signaler: Séminaire canadien des technologies au gaz naturel liquide, Cracovie, 10 février 2004; Journée commerciale du Canada, Lodz, 11 mars 2004 (les transports seront en vedette); Autostrada-Polska, Kielce, mai 2004; Kolej-Interrail, juin 2004.

CONTACT: [mona.ip@dfait-maeci.gc.ca](mailto:mona.ip@dfait-maeci.gc.ca)

**Matériel électrique** – La production d'électricité en Pologne vient d'entrer dans une phase cruciale de transformation et de restructuration, qui visera notamment à privatiser les entreprises de production et de distribution, et à transformer radicalement les capacités productives. L'industrie électrique doit en effet se conformer aux critères environnementaux stricts de l'UE d'ici 2008. En termes concrets, cela signifie qu'elle devra remplacer 60% de la capacité actuelle de 35 500MW d'ici 2010, en bonne partie par des technologies consommant du gaz naturel ou du charbon (mais de façon efficace et propre). On estime que les investissements nécessaires dans le secteur énergétique au cours des six prochaines années pourraient s'élever à plus de \$46 milliards. Ces travaux devront s'accompagner d'une mise à niveau en profondeur de l'infrastructure de transmission à haut voltage, aussi bien en Pologne même que dans les inter-connexions avec les réseaux voisins (Allemagne, République tchèque, Biélorussie et Lituanie). Activité commerciale à signaler: Energetab 2004, Bielsko-Biala, 14-16 septembre.

CONTACT: [arkadiusz.wysocki@dfait-maeci.gc.ca](mailto:arkadiusz.wysocki@dfait-maeci.gc.ca)

**Exportation et développement Canada** a réagi à la nouvelle dynamique économique en Europe centrale en ouvrant un bureau régional à Varsovie et en cherchant activement à appuyer de nouveaux projets. EDC est une société d'état à vocation commerciale qui offre une gamme inégalée de produits (financement à l'exportation, cautions, assurance et financement par actions) à des milliers d'exportateurs et d'investisseurs canadiens depuis 60 ans. En 2002, EDC a desservi plus de 7,200 clients et a facilité les exportations et les investissements à raison de plus de \$51 milliards. Elle peut aider une large gamme d'acheteurs et d'emprunteurs d'Europe centrale, y compris les entreprises commerciales, les banques et les administrations centrales, régionales et municipales, qui souhaitent acheter des biens et services en provenance du Canada.

Pour plus de détails, veuillez contacter Dennis Goresky, directeur régional pour l'Europe centrale, à Varsovie – tél.: (011) 48-22-584-3240, fax: (011) 48-22-584-3277, courriel: [dgoresky@edc.ca](mailto:dgoresky@edc.ca), ou Lorne Cutler, directeur régional pour l'Europe centrale, à Ottawa – tél.: (613) 598-2745, fax: (613) 598-2503, courriel: [lcutler@edc.ca](mailto:lcutler@edc.ca)

**Industries de l'environnement** – L'engagement de la Pologne à respecter les normes environnementales de l'UE se traduira par un investissement de \$48 à \$64 milliards d'ici 2015. La majeure partie des capitaux ira à la gestion de l'eau et des eaux usées: construction, extension et modernisation des usines municipales et industrielles de traitement des eaux usées, systèmes d'adduction d'eau et d'égouts. De nombreux débouchés s'offrent également aux entreprises canadiennes dans la gestion des déchets, le tri et le recyclage des déchets industriels et municipaux (y compris les rejets dangereux), la modernisation et la construction de sites d'enfouissement sanitaires et la restauration des sols, la réduction de la pollution de l'air, et la modernisation des centrales électriques et thermiques et des usines de l'industrie lourde, ainsi que dans le domaine des sources d'énergie renouvelables ou de substitution. Activités commerciales à signaler: Wod-Kan, Bydgoszcz, mai 2004; WATER 2004, Poznan, septembre 2004; Poleko, Poznan, novembre 2004. CONTACT: [ewa.gawron-dobroczyńska@dfait-maeci.gc.ca](mailto:ewa.gawron-dobroczyńska@dfait-maeci.gc.ca)

**Technologies de l'information et des communications** – Le secteur des TIC est l'un des plus dynamiques de l'économie polonaise. En 2002, le marché des technologies de l'information était évalué à \$4 milliards (en hausse de 8% par rapport à l'année précédente) et celui des télécoms à \$12 milliards. Les obligations contractées par la Pologne envers l'OTAN et l'UE sont en partie à l'origine de cette croissance, tout comme, bien sûr, la nécessité d'adapter les normes, de créer ou de mettre à niveau les systèmes publics et les procédures, et de se préparer à faire face à une dure concurrence venant de l'UE, d'où plusieurs grands projets publics et appels d'offres du secteur privé. Parmi les projets de TIC prévus pour les prochaines années, on peut citer les systèmes destinés à la police, à la surveillance et la sécurité des frontières, aux services d'impôt et de douane, au cadastre, à la gestion immobilière, et au gouvernement en ligne. Activités commerciales à signaler: Intertelecom, Lodz, 2-4 mars 2004; KomputerExpo, Varsovie, janvier 2005. CONTACT: [hanna.mroz@dfait-maeci.gc.ca](mailto:hanna.mroz@dfait-maeci.gc.ca)

## HONGRIE

**L**a Hongrie est située au carrefour de l'Europe; ses échanges commerciaux et ses investissements sont déjà largement intégrés à ceux des membres actuels de l'UE. Les firmes hongroises servent depuis longtemps d'intermédiaires vers les marchés en croissance de l'Europe de l'Est et du Sud-Est, de sorte que Budapest est devenue un des grands centres commerciaux de la région.

L'accession à l'UE suscitera de nombreux défis pour la Hongrie, mais on s'attend aussi à ce qu'elle soit une source de renouveau et de dynamisme pour le secteur de l'investissement étranger. La Hongrie

ayant été un des premiers pays de la région à amorcer un ambitieux programme de réformes via la privatisation, elle a aussi été une des premières destinations privilégiées des entreprises canadiennes. On estime que l'investissement cumulatif canadien en Hongrie dépasse le milliard de dollars, ce qui la place au premier rang des pays d'Europe centrale qui reçoivent des investissements canadiens. La Hongrie souhaite aujourd'hui attirer des capitaux dans les secteurs à forte productivité et à coûts peu élevés, comme la fabrication (pièces d'auto) et la bio-technologie, ainsi que les installations et la logistique axées sur les activités de recherche et développement.

L'adhésion à l'UE obligera par ailleurs la Hongrie à respecter les normes en vigueur dans plusieurs secteurs qui seront admissibles au financement structurel et offriront aux entreprises canadiennes de réelles possibilités. D'autres secteurs encore, comme l'énergie, font présentement l'objet d'une réorganisation afin de conserver leur compétitivité. Les dépenses des consommateurs augmentent, produisant ainsi une classe moyenne aux caractéristiques semblables à celles de la classe moyenne au sein de l'UE. L'économie va continuer à bien performer: la création d'emplois atteint des niveaux sans précédent, et on s'attend à ce que la croissance du PIB dépasse les 3% en 2004. Les entreprises canadiennes ont vite réagi à cette conjoncture favorable, et les ventes à la Hongrie ont augmenté de 40% au cours des 10 premiers mois de 2003.

### Secteurs prioritaires

**Environnement** – Pour pouvoir se conformer aux normes de l'UE, la Hongrie a besoin d'investissements dans les systèmes de gestion des eaux usées et des enfouissements sanitaires. Les autorités hongroises sont par ailleurs déterminées à promouvoir les sources énergétiques de remplacement (éolienne, géothermique, bio-masse) et l'efficacité énergétique. La Hongrie possède en outre des ressources en recherche qui sont de grande qualité. Des acheteurs de la région seront présents à Globe 2004 à Vancouver en mars. CONTACT: [ernest.kiss@dfait-maeci.gc.ca](mailto:ernest.kiss@dfait-maeci.gc.ca)



**Technologies de l'information et des communications** – Le marché hongrois des téléphones portables et de l'utilisation de l'Internet a déjà atteint un niveau de saturation passablement élevé, mais certains secteurs tels que le déploiement à large bande, la

**P**our réduire les risques liés à l'investissement en Europe centrale, on peut faire appel à la **Banque européenne de reconstruction et de développement**. La BERD a été fondée en 1991 pour favoriser le développement d'économies de marché et de la démocratie dans 27 pays qui s'étendent de l'Europe centrale à l'Asie centrale. Elle est l'investisseur le plus important de la région, concentrant son activité sur des entreprises privées et s'alliant généralement avec des partenaires commerciaux. La BERD fournit du financement de projet aux banques, aux industries et aux entreprises, investissant aussi bien dans de nouvelles firmes que dans des entreprises déjà en place. Elle collabore aussi avec des sociétés d'état pour appuyer la privatisation, la restructuration des entreprises publiques et l'amélioration des services municipaux. La Banque se sert en outre de ses relations étroites avec les gouvernements de la région pour promouvoir des politiques susceptibles d'améliorer le climat commercial. Pour plus de détails sur les débouchés en investissement et les appels d'offres qui sont disponibles par l'entremise de la BERD, communiquer avec Mme Sandy Ferguson, conseillère auprès du directeur exécutif pour le Canada et le Maroc, BERD, tél.: (011-44-207) 338-6509, courriel: [FergusoS@ebrd.com](mailto:FergusoS@ebrd.com); site Web: [www.ebrd.com](http://www.ebrd.com)

**Conférence sur la nouvelle Europe.** Le Centre Munk de l'Université de Toronto organise les 26 et 27 février 2004 un symposium consacré aux possibilités et défis qui attendent les entreprises canadiennes dans l'Union européenne de demain ("Canadian Business in the New Europe: Opportunities and Challenges"). Cette troisième conférence annuelle s'adresse aux entreprises canadiennes, petites et grandes, désireuses de se renseigner sur les problèmes et les perspectives que présente la poursuite d'activités commerciales dans l'UE à 25 membres. Le colloque de deux jours offre une excellente occasion d'entendre divers décideurs, chercheurs et investisseurs déjà présents en Europe. Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site Web du Centre (<http://www.utoronto.ca/mcis/neweurope/>) ou contacter le professeur Robert Austin ([robert.austin@utoronto.ca](mailto:robert.austin@utoronto.ca)).

prestation de services gouvernementaux et commerciaux en ligne, la privatisation des services postaux et logistiques, ainsi que les produits spécialisés (systèmes de commandement et contrôle, transmissions sécurisées et communication de procédés industriels) offrent des débouchés attrayants aux fournisseurs canadiens de taille moyenne ou grande. Des acheteurs hongrois participeront à CeBIT 2004, qui se tiendra à Hanovre en mars. CONTACT: [eva.bosze@dfait-maeci.gc.ca](mailto:eva.bosze@dfait-maeci.gc.ca)

**Techniques de construction** – Une bonne partie de l'inventaire de logements hongrois a besoin d'être remplacé, ce qui suscite une demande pour des procédés de construction innovateurs. Grâce au développement du crédit commercial, les acheteurs de maisons ont maintenant accès à de meilleures options de financement. Les procédés efficaces et peu coûteux mis au point au Canada pourraient devenir un élément durable dans le secteur hongrois de la construction. L'ambassade du Canada invite les fournisseurs canadiens à participer à Construma 2004, la foire hongroise de la construction et de l'habitation, qui aura lieu en avril. CONTACT: [ernest.kiss@dfait-maeci.gc.ca](mailto:ernest.kiss@dfait-maeci.gc.ca)

**Transports/pièces d'auto** – La Hongrie joue un rôle clé en Europe centrale en ce qui concerne les pièces d'automobile, desservant un nombre grandissant de fabricants d'équipement d'origine implantés dans cette région. Certaines entreprises canadiennes possèdent déjà des installations dans le pays. Par ailleurs, la Hongrie a entrepris de réorganiser son réseau ferroviaire et de relever son réseau routier aux standards de l'UE afin de pouvoir offrir une infrastructure de qualité. CONTACT: [eva.bosze@dfait-maeci.gc.ca](mailto:eva.bosze@dfait-maeci.gc.ca)

## SLOVÉNIE

**L'**ambassade du Canada à Budapest est également chargée de la promotion du commerce canadien en Slovaquie, en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. La Slovaquie se joindra aussi à l'UE en 2004, et les exportations canadiennes vers ce pays ont fait un bond de 42% de janvier à octobre 2003. On trouve dans ce petit pays dynamique des débouchés intéressants dans l'aérospatiale, le matériel industriel et les services.

## RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

**A**u cours des cinq dernières années, les investissements étrangers directs en République tchèque se sont chiffrés à \$5 milliards US en moyenne, atteignant même \$10 milliards en 2002. Dans le seul secteur de l'automobile, près de 30% des projets d'investissements étrangers directs lancés en Europe se retrouvaient en République tchèque – de loin le meilleur résultat sur